

SERVICE PUBLIC FEDERAL SANTE PUBLIQUE,  
SECURITE DE LA CHAINE ALIMENTAIRE  
ET ENVIRONNEMENT

[C – 2015/24068]

18 FEVRIER 2015. — Arrêté ministériel portant approbation du règlement d'ordre intérieur du Conseil national des secours médicaux d'urgence

La Ministre de la Santé publique,

Vu la loi du 8 juillet 1964 relative à l'aide médicale urgente, l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 3, remplacé par la loi du 22 février 1998;

Vu l'arrêté royal du 5 juillet 1994 créant un Conseil national des secours médicaux d'urgence, l'article 9,

Arrête :

**Article unique.** Le règlement d'ordre intérieur établi par le Conseil national des secours médicaux d'urgence et annexé au présent arrêté, est approuvé.

Bruxelles, le 18 février 2015.

Mme M. DE BLOCK

Annexe à l'arrêté ministériel du 18 février 2015 portant approbation du règlement d'ordre intérieur du Conseil national des secours médicaux d'urgence

**Règlement d'ordre intérieur du Conseil national  
des secours médicaux d'urgence**

**TITRE I. — Généralités**

Article 1<sup>er</sup>. Le Conseil national des secours médicaux d'urgence, visé dans l'arrêté royal du 5 juillet 1994, appelé ci-après le Conseil, a son siège à la Direction générale Soins de santé primaires et Gestion de crise du Service public fédéral Santé publique, Sécurité de la chaîne alimentaire et Environnement.

Pour l'application de l'article 7, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté royal du 5 juillet 1994, le Conseil ne peut émettre un avis que si la moitié au moins des membres sont présents. Le Conseil peut, après une deuxième convocation avec le même ordre du jour, émettre valablement son avis quel que soit le nombre de membres présents.

Pour l'application de l'article 7, § 2, de l'arrêté royal du 5 juillet 1994, dans l'éventualité où, soit des listes de candidats ne sont pas présentées ou sont présentées incomplètes, soit les candidats ne remplissent pas les conditions de nominations prévues, le Conseil incomplet siège valablement pour autant que la moitié de ses membres aient été valablement désignés.

**TITRE II. — Le Conseil**

Art. 2. Le Conseil se réunit sur convocation de son Président, au moins 2 fois par an. En outre, celui-ci doit convoquer le Conseil à la demande du bureau ou du Ministre.

En cas d'urgence, minimum 10 membres peuvent demander au bureau de convoquer le Conseil et de mettre un ou plusieurs point(s) à l'ordre du jour.

Art. 3. Les convocations et la documentation sont communiquées aux membres au moins 10 jours avant la date fixée pour la réunion, hormis le cas de l'urgence.

La documentation est mise à la disposition des membres du Conseil par voie électronique. Les membres peuvent demander au Secrétaire d'obtenir la documentation par voie postale.

Art. 4. Les convocations portent l'ordre du jour de la séance. Celui-ci est établi par le Président en concertation avec le Bureau.

Art. 5. Toute proposition visant à porter un point à l'ordre du jour doit être envoyée au secrétariat.

Art. 6. Les membres signent la liste de présence.

Art. 7. Le Président dirige les débats. Il veille à ce que le Conseil ne discute que sur les points prévus à l'ordre du jour.

Lors de l'approbation de l'ordre du jour en début de séance, le Conseil peut décider de discuter de points urgents non prévus à l'ordre du jour.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST VOLKSGEZONDHEID,  
VEILIGHEID VAN DE VOEDSELKETEN  
EN LEEFMILIEU

[C – 2015/24068]

18 FEBRUARI 2015. — Ministerieel besluit tot goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de Nationale Raad voor dringende geneeskundige hulpverlening

De Minister van Volksgezondheid,

Gelet op de wet van 8 juli 1964 betreffende de dringende geneeskundige hulpverlening, artikel 1, derde lid, vervangen bij de wet van 22 februari 1998;

Gelet op het koninklijk besluit van 5 juli 1994 tot oprichting van een Nationale Raad voor dringende geneeskundige hulpverlening, artikel 9,

Besluit :

Enig artikel. Het bij dit besluit gevoegd huishoudelijk reglement opgesteld door de Nationale Raad voor dringende geneeskundige hulpverlening, wordt goedgekeurd.

Brussel, 18 februari 2015.

Mevr. M. DE BLOCK

Bijlage aan het ministerieel besluit van 18 februari 2015 tot goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de Nationale Raad voor dringende geneeskundige hulpverlening

**Huishoudelijk reglement van de Nationale Raad  
voor dringende geneeskundige hulpverlening**

**TITEL I. — Algemeenheden**

Artikel 1. De Nationale Raad voor dringende geneeskundige hulpverlening, bedoeld in het koninklijk besluit van 5 juli 1994, hierna de Raad genoemd, heeft zijn zetel bij het directoraat-generaal Basisgezondheidszorg en Crisisbeheer van de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de voedselketen en Leefmilieu.

Voor de toepassing van artikel 7, § 1, van het koninklijk besluit van 5 juli 1994, kan de Raad slechts een advies uitbrengen wanneer ten minste de helft van de leden aanwezig is. Na een tweede oproeping met dezelfde agenda kan de Raad geldig advies verstrekken, ongeacht het aantal aanwezige leden.

Voor de toepassing van artikel 7, § 2, van het koninklijk besluit van 5 juli 1994, in het geval dat ofwel de lijsten van de kandidaten, niet voorgedragen worden of onvolledig zijn, ofwel de kandidaten de benoemingsvoorwaarden niet vervullen zoals voorzien, houdt de onvolledige Raad geldig zitting voor zover de helft van zijn leden geldig werd aangewezen.

**TITEL II. — De Raad**

Art. 2. De Raad wordt bijeengeroepen door zijn Voorzitter, ten minste 2 keer per jaar. Bovendien moet deze de Raad bijeenroepen op verzoek van het bureau of van de minister.

In dringende gevallen kunnen minimum 10 leden het bureau verzoeken om de Raad bijeen te roepen en om een of meerdere punten op de agenda te plaatsen.

Art. 3. De uitnodigingen en de documentatie worden aan de leden meegedeeld ten minste 10 dagen voor de vastgestelde datum van de vergadering, behalve bij dringende gevallen.

De documentatie wordt via elektronische weg bezorgd aan de leden van de Raad. De leden kunnen de Secretaris verzoeken om hun de documentatie per post te bezorgen.

Art. 4. De uitnodigingen vermelden de agenda van de zitting. Deze wordt opgesteld door de Voorzitter in samenspraak met het Bureau.

Art. 5. Elk voorstel om een punt op de agenda te plaatsen, moet naar het secretariaat worden gestuurd.

Art. 6. De leden ondertekenen de aanwezigheidslijst.

Art. 7. De Voorzitter leidt de debatten. Hij waakt erover dat de Raad enkel die punten bespreekt die op de agenda staan.

Bij de goedkeuring van de agenda in het begin van de zitting kan de Raad beslissen dat dringende punten die niet op de agenda geplaatst zijn, toch worden besproken.

Le Conseil peut à tout moment ajourner la discussion d'un point. Dans ce cas, il remet la question ajournée en tête de l'ordre du jour de la réunion suivante.

Art. 8. Les avis rendus par le Conseil sont approuvés par un vote acquis à la majorité simple des membres présents. En cas de parité, la voix du Président est prépondérante. Les points de vue minoritaires sont communiqués obligatoirement comme addendum à l'avis.

Les avis demandés par le Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions sont traités en priorité.

Tous les avis, recommandations ou rapports n'ont valeur d'avis, de recommandation ou de rapport du Conseil qu'après leur validation.

Art. 9. Les votes ne sont pas secrets, à moins que le Président n'en décide autrement, à la demande d'un ou plusieurs membre(s). Chaque membre ne dispose que d'une voix.

Un membre peut donner procuration à un autre membre. Chaque membre ne peut être porteur que de deux procurations écrites; une délégation à une personne qui n'est pas membre du Conseil n'est pas possible.

Art. 10. Le Conseil peut instituer, en son sein, des groupes de travail chargés d'une mission précise et solliciter l'avis d'experts de son choix.

Un rapport devra être rédigé pour chaque groupe de travail ou expertise.

Lors des séances de travail, il sera alloué aux membres désignés par le Conseil un jeton de présence, en fonction du budget disponible.

Les commandes d'expertises doivent être approuvées selon les règles du contrôle administratif et budgétaire et se limiter aux moyens financiers disponibles.

Art. 11. Le/la Secrétaire du Conseil coordonne le fonctionnement du Conseil, du Bureau et des Groupes de travail. Il/elle est chargé(e) de la gestion administrative et veille à l'exécution de toutes les tâches dévolues au secrétariat.

Il/elle est responsable du classement et de la garde des archives, ainsi que de tous autres objets appartenant au Conseil. Dans ses tâches, il/elle peut être assisté(e) par des fonctionnaires désignés.

Art. 12. Les procès-verbaux des séances sont envoyés en Français et en Néerlandais à tous les membres, par voie électronique, ou, par voie postale pour les membres qui le demandent, dans les 21 jours qui suivent la date de la réunion. Les remarques doivent être envoyées au ou à la secrétaire dans les 15 jours qui suivent l'envoi.

Si aucune remarque ne parvient au ou à la Secrétaire dans les 15 jours, le procès-verbal est réputé approuvé.

Lorsque des remarques sont envoyées au ou à la Secrétaire, le procès-verbal adapté est envoyé aux membres par voie électronique ou par la poste. Si aucune remarque ne parvient au ou à la secrétaire dans les 5 jours, le procès-verbal est réputé approuvé.

Art. 13. Les séances ne sont pas publiques. Seuls les avis émis à la majorité des voix peuvent être rendus publics.

Art. 14. Le Conseil est tenu d'envoyer au Ministre de la Santé publique tous les ans un rapport de ses activités avec les points qui sont en discussion et les avis approuvés.

Art. 15. Chaque membre peut présenter sa démission par lettre ou courriel au Président du Conseil.

Lorsque le Conseil constate la démission, le décès, l'absence à trois reprises et sans justification d'un membre ou lorsque le membre ne remplit plus les conditions de nomination, il le remplace par son suppléant jusqu'à la nomination d'un nouveau membre.

Sur proposition du Bureau, le Conseil peut demander au Ministre de mettre fin au mandat des membres du Conseil qui auront fait preuve notoire de manque d'assiduité aux réunions ou de manque d'intérêt aux missions qui leur étaient confiées.

Pour assurer la continuité des activités, les membres dont le mandat est arrivé à expiration, en poursuivent l'exercice jusqu'à leur remplacement.

De Raad mag op elk ogenblik de bespreking van een agendapunt verdagen. In dat geval brengt hij het verdaagde punt vooraan op de agenda van de volgende vergadering.

Art. 8. De adviezen die door de Raad worden uitgebracht worden goedgekeurd bij eenvoudige meerderheid van stemmen. Bij staking van stemmen, is de stem van de voorzitter beslissend. De minderheidsstandpunten moeten verplicht worden medegedeeld als addendum bij het advies.

De adviezen die gevraagd worden door de Minister tot wiens bevoegdheid de Volksgezondheid behoort worden bij voorrang behandeld.

Alle adviezen, aanbevelingen of rapporten hebben pas kracht van advies, aanbeveling of rapport van de Raad na hun bekrachtiging.

Art. 9. De stemming is niet geheim, tenzij de Voorzitter er anders over beslist, op verzoek van een of meerdere leden. Elk lid heeft slechts een stem.

Een lid mag volmacht geven aan een ander lid. Elk lid kan slechts twee schriftelijke volmachten krijgen; het is niet mogelijk delegatie te geven aan iemand die geen lid is van de Raad.

Art. 10. De Raad kan in zijn midden werkgroepen oprichten belast met een welomschreven opdracht en het advies inwinnen van deskundigen naar keuze.

Voor elke werkgroep of expertengroep moet een verslag worden opgesteld.

Naar aanleiding van de werkvergaderingen wordt aan de leden aangeduid door de Raad een zitpenning toegekend in functie van het beschikbare budget.

De gevraagde tussenkomsten van deskundigen moeten worden goedgekeurd volgens de regels van de administratieve en budgettaire controle, en moeten zich beperken tot de beschikbare financiële middelen.

Art. 11. De Secretaris van de Raad coördineert de werking van de Raad, van het Bureau en van de Werkgroepen. Hij/zij is belast met het administratief beheer en zorgt voor de uitvoering van de opdrachten eigen aan het secretariaat.

Hij/zij is verantwoordelijk voor het klasement en het bewaren van de archiefstukken, evenals voor alle andere voorwerpen die aan de Raad toebehoren. Hij/zij mag daarin bijgestaan worden door de aangestelde ambtenaren.

Art. 12. De notulen van de zittingen worden in het Frans en in het Nederlands naar alle leden gestuurd binnen de 21 dagen na de datum van de vergadering. Dit gebeurt per e-mail, of per post voor de leden die dit vragen. Opmerkingen dienen binnen de 15 dagen na verzending naar het secretariaat te worden gestuurd.

Indien er binnen de 15 dagen geen opmerkingen bij de Secretaris toekomen, worden de notulen geacht te zijn goedgekeurd.

Wanneer opmerkingen aan de secretaris worden toegezonden, worden de aangepaste notulen per e-mail of per post naar de leden gestuurd. Indien de Secretaris binnen de 5 dagen geen enkele opmerking ontvangt, worden de notulen geacht goedgekeurd te zijn.

Art. 13. De zittingen zijn niet openbaar. Enkel de adviezen die bij meerderheid van stemmen zijn uitgebracht mogen worden bekendgemaakt.

Art. 14. De Raad bezorgt elk jaar een activiteitenverslag met alle punten die in discussie zijn en met de goedgekeurde adviezen aan de Minister van Volksgezondheid.

Art. 15. Elk lid kan per brief of mail zijn/haar ontslag indienen bij de Voorzitter van de Raad.

Wanneer de Raad vaststelt dat een lid ontslag heeft genomen, is overleden of driemaal ongewettigd afwezig is geweest of wanneer het lid niet meer aan de benoemingsvereisten voldoet, vervangt hij hem door zijn plaatsvervanger tot een nieuw lid is benoemd.

Op voordracht van het Bureau kan de Raad aan de Minister vragen om een einde te maken aan het mandaat van leden van de Raad die kennelijk blijf hebben gegeven van regelmatige afwezigheid op de vergaderingen of van een gebrek aan belangstelling voor de opdrachten die hen werden toevertrouwd.

Met het oog op de continuïteit der werkzaamheden blijven de leden wier mandaat verstreken is, hun mandaat verder uitoefenen tot in hun vervanging is voorzien.

Art. 16. Le Bureau peut inviter des experts étrangers au Conseil afin d'éclairer ce dernier lors de l'examen d'un ou plusieurs points à l'ordre du jour relevant de leur domaine d'expertise.

### TITRE III. — *Le bureau*

Art. 17. Le Bureau est présidé et convoqué par le Président du Conseil.

Le Bureau est composé du Président du Conseil, des deux Vice-présidents et du Secrétaire. Il est chargé du bon fonctionnement du Conseil.

Art. 18. Les convocations doivent être envoyées aux membres du Bureau au moins 10 jours avant la date fixée pour la réunion, sauf en cas d'urgence.

Art. 19. Les convocations portent l'ordre du jour. Celui-ci est établi par le Président. Le Bureau peut décider à la majorité des membres présents d'y ajouter des points dont la discussion présente un caractère d'urgence. Les demandes d'avis par le Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions figurent obligatoirement à l'ordre du jour.

Art. 20. Le Bureau peut décider d'inviter toute personne étrangère au Conseil pour la discussion d'un ou de plusieurs points à l'ordre du jour. Ces personnes ont une voix consultative.

Art. 21. Les articles 6, 7 et 11 du présent règlement sont applicables au Bureau.

### TITRE IV. — *Dispositions finales*

Art. 22. Sous réserve de dispositions contraires, la computation des délais se fait en jours calendriers.

Art. 23. Ce règlement a été approuvé par le Conseil national des secours médicaux d'urgence en sa séance du 10 septembre 2007 avec entrée en vigueur immédiate.

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 18 février 2015 portant approbation du règlement d'ordre intérieur du Conseil national des secours médicaux d'urgence.

Bruxelles, le 18 februari 2015.

Mme M. DE BLOCK

Art. 16. Het Bureau kan experts die niet tot de Raad behoren, uitnodigen om de Raad te informeren tijdens de bespreking van een of meer agendapunten die tot hun deskundigheidsdomein behoren.

### TITEL III. — *Het bureau*

Art. 17. Het Bureau wordt voorgezeten en samengeroepen door de Voorzitter van de Raad.

Het Bureau van de Raad is samengesteld uit de Voorzitter, de twee Ondervoorzitters en de Secretaris. Het staat in voor de goede werking van de Raad.

Art. 18. De uitnodigingen moeten ten minste 10 dagen voor de vastgestelde datum van de vergadering aan de leden van het Bureau verzonden worden, behalve bij dringende gevallen.

Art. 19. De uitnodigingen vermelden de agenda. Deze wordt door de Voorzitter opgesteld. Het Bureau kan evenwel bij meerderheid van de aanwezige leden beslissen een punt dat een dringende bespreking vereist aan de agenda toe te voegen. De adviesvragen gesteld door de Minister tot wiens bevoegdheid de Volksgezondheid behoort ,moeten op de agenda voorkomen.

Art. 20. Het Bureau kan gelijk welke persoon uitnodigen die niet tot de Raad behoort voor de bespreking van een of meer punten die op de agenda voorkomen. Deze personen hebben enkel een raadgevende stem.

Art. 21. De artikelen 6, 7, en 11 van dit reglement zijn van toepassing op het Bureau.

### TITEL IV. — *Slotbepalingen*

Art. 22. Tenzij anders bepaald gebeurt de berekening van de termijnen in kalenderdagen.

Art. 23. Dit reglement werd goedgekeurd door de Nationale raad voor dringende geneeskundige hulpverlening in zijn zitting van 10 september 2007 en treedt onmiddellijk in voege.

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 18 februari 2015 tot goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de Nationale Raad voor dringende geneeskundige hulpverlening

Brussel, 18 februari 2015.

Mevr. M. DE BLOCK

## SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE, P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

[C - 2015/11095]

**22 FEVRIER 2015. — Arrêté royal concernant les mentions et documents qui doivent être repris dans la déclaration préalable par les titulaires des professions comptables et fiscales dans le cadre de la libre prestation de services et concernant les informations à communiquer aux destinataires de services**

PHILIPPE, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 22 avril 1999 relative aux professions comptables et fiscales, les articles 37bis et 52bis insérés par l'arrêté royal du 19 novembre 2009, et 62;

Vu l'avis de l'inspecteur des Finances, donné le 30 mars 2009;

Vu l'avis du Conseil supérieur des professions économiques du 2 avril 2009;

Vu l'avis 47.766/1 du Conseil d'Etat, donné le 18 février 2010 en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre des Classes moyennes et du Ministre de l'Economie,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté transpose partiellement la directive 2005/36/CE du 7 septembre 2005 du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles, les articles 7, paragraphes 2 et 9.

## FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE, K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

[C - 2015/11095]

**22 FEBRUARI 2015. — Koninklijk besluit betreffende de vermeldingen en documenten die door de beoefenaars van de boekhoudkundige en fiscale beroepen in het kader van de vrije dienstverlening moeten worden opgenomen bij de voorafgaande verklaring en betreffende de aan de afnemers van de diensten mee te delen gegevens**

FILIP, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 22 april 1999 betreffende de boekhoudkundige en fiscale beroepen, de artikelen 37bis en 52bis ingevoegd bij het koninklijk besluit van 19 november 2009, en 62;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op 30 maart 2009;

Gelet op het advies van de Hoge Raad voor de Economische Beroepen van 2 april 2009;

Gelet op advies 47.766/1 van de Raad van State, gegeven op 18 februari 2010 met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1<sup>o</sup>, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Middenstand en van de Minister van Economie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Dit besluit voorziet in de gedeeltelijke omzetting van de richtlijn 2005/36/EG van het Europees Parlement en de Raad van 7 september 2005 betreffende de erkenning van beroepskwalificaties, de artikelen 7, leden 2 en 9.